



CHAPITRE 55

Loi modifiant la Loi de la Commission municipale

[Sanctionnée le 6 août 1965]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S. R., c.
170, a. 1,
mod.

1. L'article 1 de la Loi de la Commission municipale (Statuts refondus, 1964, chapitre 170) est modifié:

a) en remplaçant le paragraphe 4° par le suivant:

« fabri-
que »;

« 4° Le mot « fabrique » désigne une corporation constituée en vertu de la Loi des fabriques ; »

b) en retranchant dans les quatrième, cinquième et sixième lignes du paragraphe 5° les mots : « ou les syndics de paroisse ou de mission, selon le cas »;

c) en ajoutant après le paragraphe 7° le suivant:

« fabri-
que en dé-
faut ».

« 8° Les mots « fabrique en défaut » désignent une fabrique qui est déclarée en défaut en vertu des dispositions de la section V. »

S. R., c.
170, a. 3,
mod.

2. L'article 3 de ladite loi est modifié en remplaçant dans la deuxième ligne le mot « trois » par le mot « six ».

Id., aa. 6,
à 8, remp.

3. Les articles 6, 7 et 8 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

Séances.
Désigna-
tion pour
les
séances.

« 6. La Commission peut tenir simultanément plusieurs séances.

Le président ou, en son absence, le vice-président, désigne les membres pour cha-

CHAPTER 55

An Act to amend the Municipal Commission Act

[Assented to 6th August 1965]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Municipal Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 170) is amended:

(a) by replacing paragraph 4 by the following:

“(4) The word “*fabrique*” designates a “*fabrique*” corporation constituted under the *Fabrique Act*.”

(b) by striking out the words: “or the trustees for a parish or mission, as the case may be” in the fifth and sixth lines of paragraph 5;

(c) by adding after paragraph 7 the following:

“(8) the words “*fabrique in default*” designate a *fabrique* which is declared to be in default under the provisions of Division V.”

2. Section 3 of the said act is amended by replacing the word “three” in the second line by the word “six”.

3. Sections 6, 7 and 8 of the said act are replaced by the following:

“6. The Commission may hold several sittings simultaneously.

The president or, in his absence, the vice-president, shall designate the mem-

que séance et peut modifier en tout temps cette désignation.

bers for each sitting and may change such designation at any time.

Quorum. « 7. Le quorum de la Commission est de deux membres.

“7. Two members shall constitute a Quorum of the Commission.

Droit d'enquête, etc. « 8. Dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés, la Commission peut, par elle-même ou par toute personne que désigne le président ou, en son absence, le vice-président, enquêter sur toute matière de sa compétence et, à cette fin, elle a accès aux livres et documents d'une municipalité.»

“8. In exercising the powers conferred upon it, the Commission may, itself or by any person appointed by the president or, in his absence, by the vice-president, investigate any matter within its competence and, for such purpose, shall have access to the books and documents of a municipality.”

S. R., c. 170, a. 22, mod. 4. L'article 22 de ladite loi est modifié en retranchant le deuxième alinéa du paragraphe 1.

4. Section 22 of the said act is amended by striking out the second paragraph of subsection 1.

Id. sect. IV, titre remp. 5. Ladite loi est modifiée en remplaçant le titre de la section IV par le suivant:

5. The said act is amended by replacing the title of Division IV by the following:

« DE L'APPROBATION DES EMPRUNTS ET DES ENGAGEMENTS PAR LA COMMISSION ».

“APPROVAL OF LOANS AND COMMITMENTS BY THE COMMISSION”.

Id., a. 25, mod. 6. L'article 25 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

6. Section 25 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

Convention engageant le crédit. « Toute convention par laquelle une corporation municipale engage son crédit doit pour la lier être approuvée par la Commission, sauf s'il s'agit d'une convention qui l'oblige au paiement d'honoraires pour services professionnels ou d'une convention concernant un acte d'administration courante pour une période n'excédant pas douze mois. »

“Every agreement whereby a municipal corporation engages its credit must, in order to bind it, be approved by the Commission, except in the case of an agreement obliging it to pay fees for professional services, or an agreement respecting an act of current administration for a period not exceeding twelve months.”

S. R., c. 170, a. 26, mod. 7. L'article 26 de ladite loi est modifié en remplaçant les paragraphes a et b par les suivants:

7. Section 26 of the said act is amended by replacing paragraphs a and b by the following:

« a) Après l'approbation du règlement d'emprunt par les électeurs propriétaires lorsque cette formalité est requise ou après l'adoption de ce règlement par le conseil dans les autres cas; ou

“(a) After approval of the loan by-law by the electors who are property-owners when that formality is required or after the adoption of such by-law by the council in other cases; or

« b) Après l'adoption de la procédure qui a autorisé une convention ou l'émission d'un billet.»

“(b) After the adoption of the proceeding authorizing an agreement or the issue of a note.”

Id., a. 27, mod. 8. L'article 27 de ladite loi est modifié en ajoutant dans la troisième ligne, après le mot « municipale », les mots « ou une fabrique ».

8. Section 27 of the said act is amended by adding after the word “corporation” in the third line the words “or a fabrique”.

S. R., c.
170, a. 29,
ab.

9. L'article 29 de ladite loi est abrogé.

9. Section 29 of the said act is repealed. R. S., c.
170, s. 29,
repealed.

Id., a. 37,
mod.

10. L'article 37 de ladite loi est modifié:

10. Section 37 of the said act is amended. Id., s. 37,
am.

a) en ajoutant dans la première ligne du paragraphe 1, après le mot « municipalité », les mots « ou fabrique »;

(a) by adding after the word "municipality" in the first line of subsection 1 the words "or fabrique";

b) en remplaçant l'alinéa a du paragraphe 1 par le suivant:

(b) by replacing paragraph a of subsection 1 by the following:

« a) lorsqu'elle n'a pas acquitté à échéance les intérêts, le principal ou une partie du principal d'un emprunt contracté avant ou après l'entrée en vigueur de la présente loi par cette municipalité ou fabrique ou par une corporation à laquelle cette municipalité ou fabrique a succédé; »

"(a) when it has not paid at maturity the interest on or the principal or part of the principal of a loan contracted, before or after the coming into force of this act, by such municipality or fabrique or by a corporation which such municipality or fabrique has succeeded;"

c) en retranchant dans les sixième et septième lignes de l'alinéa c du paragraphe 1 les mots « à la municipalité »;

(c) by replacing the words "if the municipality has been granted an extension of time" in the sixth and seventh lines of paragraph c of subsection 1 by the words "if an extension of time has been granted";

d) en ajoutant dans la deuxième ligne du paragraphe 2, après le mot « municipalité », les mots « ou fabrique »;

(d) by adding after the word "municipality" in the second line of subsection 2 the words "or fabrique";

e) en ajoutant dans l'alinéa a du paragraphe 2, après le mot « municipalité », les mots « ou fabrique »;

(e) by adding after the word "municipality" in paragraph a of subsection 2 the words "or fabrique";

f) en ajoutant dans les première et quatrième lignes de l'alinéa b du paragraphe 2, après le mot « municipalité », les mots « ou fabrique ».

(f) by adding after the word "municipality" in the first and fourth lines of paragraph b of subsection 2 the words "or fabrique".

Id., a. 38,
mod.

11. L'article 38 de ladite loi est modifié:

11. Section 38 of the said act is amended. Id., s. 38,
am.

a) en ajoutant dans les cinquième et sixième lignes du premier alinéa, après le mot « municipalité », les mots « ou fabrique »;

(a) by adding after the word "municipality" in the fifth and sixth lines of the first paragraph, the words "or fabrique";

b) en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

(b) by replacing the second paragraph by the following:

Fabrique.

« Toutefois, s'il s'agit d'une fabrique, cette requête ne peut être présentée sans l'autorisation écrite de l'évêque du diocèse où est situé le siège social de la fabrique. »

"However, in the case of a fabrique, such petition shall not be presented without the written authorization of the bishop of the diocese in which the corporate seat of the fabrique is situated." Fabrique.

S. R., c.
170, a. 39,
mod.

12. L'article 39 de ladite loi est modifié en ajoutant dans la quatrième ligne, après le mot « municipalité », les mots « ou fabrique ».

12. Section 39 of the said act is amended by adding after the word "municipality" in the fourth line the words "or fabrique". R. S., c.
170, s. 39,
am.

S. R., c.
170, a. 40,
mod.

13. L'article 40 de ladite loi est modifié en ajoutant dans la quatrième ligne, après le mot « municipalité », les mots « ou fabrique ».

13. Section 40 of the said act is amended by adding after the word "municipality" in the fifth line the words "or *fabrique*".

R. S., c.
170, s. 40,
am.

Id., a. 42,
mod.

14. L'article 42 de ladite loi est modifié:

14. Section 42 of the said act is amended:

Id., a. 42,
am.

a) en ajoutant dans la deuxième ligne, après le mot « municipalité », les mots « ou fabrique »;

(a) by adding after the word "municipality" in the second line the words "or *fabrique*";

b) en remplaçant dans les quatrième et cinquième lignes les mots « à l'article 52 » par les mots « aux articles 52 ou 52a »;

(b) by replacing the words "section 52" in the fourth line by the words "section 52 or 52a";

c) en ajoutant dans les cinquième et septième lignes, après le mot « municipalité », les mots « ou fabrique ».

(c) by adding after the word "municipality" in the fifth and sixth lines the words "or *fabrique*".

Id., a. 43,
mod.

15. L'article 43 de ladite loi est modifié en ajoutant dans la quatrième ligne, après le mot « municipalité », les mots « ou fabrique ».

15. Section 43 of the said act is amended by adding after the word "municipality" in the fourth line the words "or *fabrique*".

Id., s. 43,
am.

Id., a. 44,
mod.

16. L'article 44 de ladite loi est modifié en retranchant le dernier alinéa.

16. Section 44 of the said act is amended by striking out the last paragraph.

Id., s. 44,
am.

Id., a. 44a
aj.

17. Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 44 le suivant:

17. The said act is amended by inserting after section 44 the following:

Id., s. 44a,
ad.

Fabrique
en défaut.

44a. La Commission exerce à l'égard d'une fabrique en défaut les pouvoirs prévus aux paragraphes *b, d, f, g, h, i* et *j* de l'article 44, qui s'appliquent à cette fabrique comme si celle-ci était une municipalité.

44a. The Commission shall exercise in respect of a *fabrique* in default the powers provided in paragraphs *b, d, f, g, h, i* and *j* of section 44, which shall apply to such *fabrique* as if it were a municipality.

Fabrique
in default.

Approba-
tion re-
quise.

Nulle décision d'une assemblée de fabrique en défaut, d'une assemblée de paroissiens ou de paroissiens propriétaires de cette fabrique n'a d'effet si elle n'est approuvée par la Commission.

No decision of a meeting of a *fabrique* in default, or of a meeting of parishioners or land-owning parishioners of such *fabrique*, shall have effect unless approved by the Commission.

Approval
of deci-
sions.

Signature
autorisée
par la
Commis-
sion.

Si un membre d'une fabrique en défaut refuse ou néglige de signer un document qu'il a été autorisé à signer par une résolution ou un règlement de la fabrique dûment approuvé par la Commission, celle-ci peut autoriser une autre personne à signer ce document au nom de la fabrique et cette signature a la même force et le même effet que si elle était la signature de la personne autorisée par la fabrique.

If a member of a *fabrique* in default refuses or fails to sign a document which he has been authorized to sign by a resolution or a by-law of the *fabrique* duly approved by the Commission, the latter may authorize another person to sign such document on behalf of the *fabrique* and such signature shall have the same force and effect as if it were the signature of the person authorized by the *fabrique*.

Signature
author-
ized by
Commis-
sion.

S. R., c.
170, a. 46,
mod.

18. L'article 46 de ladite loi est modifié en ajoutant dans la deuxième ligne, après le mot « municipalité », les mots « ou fabrique ».

18. Section 46 of the said act is amended by adding after the word "municipality" in the second line the words "or *fabrique*".

R. S., c.
170, s. 46,
am.

S. R., c. 170, a. 47, mod. **19.** L'article 47 de ladite loi est modifié en ajoutant dans la septième ligne, après le mot « municipalité », les mots « ou fabrique ».

R. S., c. 170, s. 47, am. **19.** Section 47 of the said act is amended by adding after the word "municipality" in the seventh line the words "or fabrique".

Id., a. 48, mod. **20.** L'article 48 de ladite loi est modifié en ajoutant dans la troisième ligne du premier alinéa et dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, après le mot « municipalité », les mots « ou fabrique ».

Id., s. 48, am. **20.** Section 48 of the said act is amended by adding after the word "municipality" in the second line of the first paragraph and in the second line of the second paragraph the words "or fabrique".

Id., a. 49, mod. **21.** L'article 49 de ladite loi est modifié:

Id., s. 49, am. **21.** Section 49 of the said act is amended:

a) en ajoutant dans la deuxième ligne, après le mot « municipalité », les mots « ou fabrique »;

(a) by adding after the word "municipality" in the second line the words "or fabrique";

b) en ajoutant dans la troisième ligne et dans la dix-septième ligne du paragraphe b, après le mot « municipalité », les mots « ou fabrique »;

(b) by adding after the word "municipality" in the third and sixteenth lines of paragraph b the words "or fabrique";

c) en remplaçant dans les dix-neuvième et vingtième lignes du paragraphe b les mots « l'approbation des électeurs propriétaires » par les mots: «, dans le cas d'une municipalité en défaut, l'approbation des électeurs propriétaires, et dans le cas d'une fabrique en défaut, l'autorisation de l'assemblée des paroissiens »;

(c) by adding after the word "proprietors" in the last line of paragraph b the words "in the case of a municipality in default, and to authorization by the meeting of parishioners in the case of a fabrique in default";

d) en ajoutant dans les cinquième et neuvième lignes du deuxième alinéa du paragraphe c, après le mot « municipalité », les mots « ou fabrique ».

(d) by adding after the word "municipality" in the fifth and ninth lines of the second paragraph of paragraph c the words "or fabrique".

Id., a. 50, mod. **22.** L'article 50 de ladite loi est modifié en retranchant dans les troisième, quatrième et cinquième lignes les mots « ou, dans le cas d'une corporation de syndics de paroisse ou de mission, de cotisations échues, ».

Id., s. 50, am. **22.** Section 50 of the said act is amended by striking out the words "or, in the case of a corporation of the trustees for a parish or for a mission, of the assessments due," in the third, fourth and fifth lines.

Id., a. 51, remp. **23.** L'article 51 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Id., s. 51, replaced. **23.** Section 51 of the said act is replaced by the following:

Cotisation sans autorisation des paroissiens. **« 51.** Si la Commission a ratifié un plan de réorganisation financière d'une fabrique, celle-ci peut, sans être tenue d'obtenir l'autorisation des paroissiens propriétaires, imposer une cotisation sur les immeubles situés dans la paroisse ou desserte de cette fabrique qui sont la propriété de paroissiens propriétaires et prélever les sommes requises pour donner effet au plan de réorganisation financière et pour faire face aux dépenses d'administration et d'entretien.

« 51. If the Commission has ratified a plan of financial reorganization of a *fabrique*, the latter, without being required to obtain the authorization of the land-owning parishioners, may impose an assessment on the immoveables in the parish or chapelry of such *fabrique* which belong to the land-owning parishioners and levy the necessary amounts to give effect to the plan of financial reorganization and to meet the expenses of administration and maintenance.

Approba-
tion
requis.

L'imposition de cette cotisation est sans effet si elle n'est pas approuvée par la Commission et par l'évêque du diocèse ou est situé le siège social de la fabrique.

The imposition of such assessment shall be without effect unless approved by the Commission and by the bishop of the diocese in which the corporate seat of the *fabrique* is situated. Approval required.

Disposi-
tions ap-
plicables.

Lorsqu'une cotisation est imposée en vertu du présent article, les articles 56 à 65 de la Loi des fabriques s'appliquent comme s'il s'agissait d'une cotisation imposée en vertu de l'article 55 de cette loi.»

When an assessment is imposed under this section, sections 56 to 65 of the *Fabrique Act* shall apply as in the case of an assessment imposed under section 55 of the said act." Provi-
sions to
apply.

S. R., c.
170, a. 52,
mod.

24. L'article 52 de ladite loi est modifié en retranchant le quatrième alinéa.

24. Section 52 of the said act is amended by striking out the fourth para- R. S., c.
170, s. 52,
am.graph.

Id., aa.
52a et 52b,
aj.

25. Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 52 les suivants:

25. The said act is amended by in- Id., ss.
52a, 52b,
ad.serting after section 52 the following:

Fabrique
en défaut.

« **52a.** Une fabrique en défaut continue d'être soumise à l'autorité de l'évêque du diocèse où est situé son siège social, mais l'autorisation ou l'approbation de l'évêque ne dispense pas la fabrique de la nécessité d'obtenir l'autorisation ou l'approbation de la Commission dans les cas où elle est requise en vertu de la présente loi; de plus, l'évêque ne peut, en vertu de l'article 6 de la Loi des fabriques, obliger, sans l'autorisation de la Commission, une fabrique en défaut à poser un acte qui comporte une dépense de deniers.

« **52a.** A *fabrique* in default shall continue to be subject to the authority of the bishop of the diocese in which its corporate seat is situated, but the authorization or approval of the bishop shall not exempt the *fabrique* from the necessity of obtaining the authorization or approval of the Commission whenever it is required under this act; furthermore, the bishop shall not, under section 6 of the *Fabrique Act*, oblige a *fabrique* in default to do anything that involves an expenditure of moneys without the authorization of the Commission. Fabrique
in default.

Fabrique
cessant
d'être en
défaut.

« **52b.** La Commission peut, à la demande de l'évêque du diocèse où est situé le siège social d'une fabrique en défaut, décréter que cette fabrique n'est plus en défaut. Avis de cette décision est donné à la fabrique et publié conformément à l'article 39. A compter de la date fixée par la Commission dans sa décision et mentionnée dans l'avis, la fabrique cesse d'être en défaut et reprend tous ses pouvoirs. »

« **52b.** At the request of the bishop of the diocese in which the corporate seat of the *fabrique* in default is situated, the Commission may decide that such *fabrique* is no longer in default. Notice of such decision shall be given to the *fabrique* and published in conformity with section 39. From the date fixed by the Commission in its decision and mentioned in the notice, such *fabrique* shall cease to be in default and shall resume all its powers." Fabrique
no longer
in default.

S. R., c.
170, a. 87,
mod.

26. L'article 87 de ladite loi est modifié en ajoutant dans la quatrième ligne, après le mot « municipalité », les mots « ou fabrique ».

26. Section 87 of the said act is amended by adding after the word "municipality" in the first line the words "or *fabrique*". R. S., c.
170, s. 87,
am.

Id., a. 89,
mod.

27. L'article 89 de ladite loi est modifié en retranchant le deuxième alinéa.

27. Section 89 of the said act is amended by striking out the second paragraph. Id., s. 89,
am.

Entrée en
vigueur.

28. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1966, sauf les articles 2, 3, 5, 6 et 7 qui entrent en vigueur le jour de sa sanction.

28. This act shall come into force on the 1st of January 1966, except sections 2, 3, 5, 6 and 7 which shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.